

LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'APARTHEID ISRAËLIEN !

Les entreprises Hewlett-Packard et leur satellites sont une multinationale américaine des technologies de l'information. Bien connue comme fournisseur mondial d'informatique domestique (ordinateurs, tablettes, écrans, imprimantes...), c'est aussi un leader mondial de systèmes informatiques complexes pour les entreprises, les administrations ou les armées.

La technologie HP sert les violations du droit international par Israël. Cette collaboration doit cesser !

DANS LES CHECKPOINTS

Pendant des années, HP a assuré pour le ministère de la défense israélien la maintenance du système "BASEL" de contrôle d'accès biométrique de reconnaissance manuelle et faciale. Ce système permet d'identifier les Palestiniens aux checkpoints et de contrôler leurs passages.

Les données biométriques de presque tous les Palestiniens sont collectées par les autorités israéliennes pour sa politique de discrimination et de répression, notamment pour la judaïsation de Jérusalem. En assurant la création et la maintenance de ces systèmes pour le gouvernement israélien, **HP a tiré profit de l'occupation militaire de la Palestine.**

POUR LE CONTRÔLE DES POPULATIONS

Au départ HP a été chargé par le ministère israélien des Affaires intérieures d'exploiter et maintenir la base de données centrale de l'administration des frontières, de la population et de l'immigration (PIBA) d'Israël. La base enregistre des informations sur l'identité ethnique et la religion des résidents, information indispensable aux multiples discriminations contre les Palestiniens.

En 2008 HP a racheté et exploité le système biométrique du registre des populations tant israéliennes que palestiniennes. Ces contrats sont **aujourd'hui exploités par DXC, société créée par HP en 2017. Pour tenter de fuir ses responsabilités historiques dans le système d'apartheid israélien?**

POUR LE BLOCUS DE GAZA

En 2006, HP a été sélectionné par la marine israélienne pour créer un système informatique destiné à faire respecter le blocus naval illégal sur la bande de Gaza. Ce contrat, qui a été étendu en 2009 pour « virtualiser » toute l'armée israélienne, est sans doute désormais exécuté par DXC Technology, société « fille » de HP.

Le blocus d'Israël de Gaza constitue une punition collective. L'article 33 de la Quatrième Convention de Genève interdit la punition collective et la désigne comme un crime de guerre.

En travaillant avec la marine israélienne, HP devient complice des crimes de guerre de l'état israélien contre Gaza.

DANS LES COLONIES ISRAËLIENNES

Depuis 2008 HP exploite un centre de recherche dans la colonie illégale de Beithar Illit construite sur des terres volées à leurs propriétaires palestiniens. HP a récemment racheté le site à la municipalité de Beitar Illit, puis l'a transféré à DXC, sté créée par HP en 2017.

Ainsi HP participe directement au financement de la colonisation illégale de la Palestine.



**Boycott, Désinvestissement, Sanctions de l'Etat israélien
jusqu'à ce qu'il respecte le droit humanitaire et le droit international !**